



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté n° 2020/DDT/SEPR/206
portant renouvellement de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2E 004
autorisant le Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement
à réaménager l'échangeur dit « de Compans » entre la RN 2 et la RD 212
au nord-est de Mitry-Mory**

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Officier de la Légion d'Honneur,

- VU** la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 et suivants, R. 214-1 et suivants, L. 181-1 et suivants et R. 181-1 et suivants et notamment l'article R. 181-49 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du Président de la République en date du 15 janvier 2020 portant nomination de Monsieur Thierry COUDERT Préfet de Seine-et-Marne ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2E 004 du 15 janvier 1999 autorisant le Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement à réaménager l'échangeur dit « de Compans » entre la RN 2 et la RD 212 au nord-est de Mitry-Mory ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2019/DDT/SEPR/001 prorogeant l'arrêté préfectoral n° 99/DAI 2E 004 du 15 janvier 1999 autorisant le Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement à réaménager l'échangeur dit « de Compans » entre la RN 2 et la RD 212 au nord-est de Mitry-Mory ;
- VU** l'arrêté du 27 août 1999 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 3.2.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU** l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie du 23 décembre 2005 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation dans le bassin Seine-Normandie ;
- VU** l'arrêté du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du premier ministre en date du 16 octobre 2017 nommant monsieur Igor KISSELEFF ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral 19/PCAD/185 en date du 15 novembre 2019 portant organisation de la direction départementale des territoires de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 20/BC/014 en date du 10 février 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Igor KISSELEFF, directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté de subdélégation n° 2020/DDT/SG/08 en date du 12 février 2020 donnant subdélégation de signature à Monsieur Laurent BEDU, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, adjoint au directeur ;

VU le dossier de demande de renouvellement de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2E 004 déposé par la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Ile-de-France en date du 17 juin 2020, concernant le réaménagement de l'échangeur dit "de Compans" entre la RN 2 et la RD 212 au nord-est de Mitry-Mory ;

VU le projet d'arrêté préfectoral notifié au demandeur en date du 31 juillet 2020 ;

CONSIDÉRANT que les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement sont garantis par les prescriptions de l'arrêté ci-après.

CONSIDÉRANT que les adaptations portées au projet initial autorisé, présentées dans le dossier de renouvellement ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients pour les éléments énumérés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

CONSIDÉRANT la nécessité de prescrire un suivi des eaux souterraines.

Sur proposition du directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE

Article premier : abrogation

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 99 DAI 2E 004 autorisant le Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement à réaménager l'échangeur dit "de Compans" entre la RN 2 et la RD 212 au nord-est de Mitry-Mory.

Article 2 : Objet de l'autorisation et bénéficiaire de l'autorisation

La présente autorisation environnementale unique tient lieu d'autorisation IOTA au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement et permet le renouvellement de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2E 004 selon les prescriptions définies dans le présent arrêté.

Le ministère de la transition énergétique et solidaire représenté par la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Ile-de-France / Direction des routes d'Ile-de-France est autorisé au titre du code de l'environnement, aux conditions du présent arrêté à exploiter les ouvrages de gestion des eaux pluviales de l'échangeur dit « de Compans » entre la RN 2 et la RD 212 au nord-est de Mitry-Mory.

L'exploitation des ouvrages devra être conforme aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation initial de 1998, dans le dossier de demande de renouvellement et non contraire aux prescriptions du présent arrêté.

Le pétitionnaire prend toutes mesures en phase exploitation pour :

- ne pas porter préjudice à l'eau ou au milieu aquatique, tant quantitativement que qualitativement. Notamment, le pétitionnaire devra intégrer dans ses moyens de contrôle de surveillance et d'entretien, le dosage au plus juste du traitement des voiries en sel dissous.
- assurer la stabilité des talus des bassins et maîtriser les ruissellements sur les talus.

Article 3 : Rubriques de la nomenclature concernées

L'ensemble des opérations prévues relève des rubriques suivantes soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article R.214-1 du code de l'environnement :

Rubriques	Libellé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant : 1° supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Surface totale du projet et du bassin versant intercepté : 262,3 ha Autorisation	
2.2.4.0	Installations ou activités à l'origine d'un effluent correspondant à un apport au milieu aquatique de plus de 1 t/jour de sels dissous (D).	Quantité de sels dissous apportée dans le milieu aquatique est supérieure à 1 t/jour Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003 modifié
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° dont la superficie est supérieure ou égale à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	La surface totale au miroir des trois bassins est d'environ 5 ha Autorisation	Arrêté du 27 août 1999 modifié

TITRE I – DISPOSITIONS TECHNIQUES

Article 4

Le réseau de collecte est constitué de fossés enherbés en pied de talus des remblais routiers. Il est étanche à l'intérieur du périmètre de protection éloigné du captage de Mitry-Mory.

Article 5

Pour des phénomènes pluvieux de période de retour inférieure ou égale à 100 ans (cent ans) les débits de fuite des bassins de régulation doivent respecter les conditions suivantes :

- Bassin n° 1 : débit rejeté inférieur ou égal à 25 l/s vers le bassin n°2,
- Bassin n° 2 : débit rejeté inférieur ou égal à 195 l/s vers la rivière la Biberonne,
- Bassin n° 3 : débit rejeté inférieur ou égal à 25 l/s vers la rivière la Biberonne.

Le débit de fuite total est de 220 l/s. Il s'effectue dans un fossé ayant pour exutoire la rivière Biberonne, affluent de la Beuvronne.

Article 6 : Caractéristiques des bassins

Les bassins présentent une capacité de stockage de :

- Bassin n° 1 : 16 000 m³
- Bassin n° 2 : 26 300 m³
- Bassin n° 3 : 8 700 m³

Chaque bassin est équipé en sortie :

- d'un voile siphonide qui permet de retenir l'essentiel des flottants (hydrocarbures et corps flottants),
- d'un orifice calibré permettant de réguler le débit de fuite du bassin,
- d'une vanne de fermeture pour piéger une pollution accidentelle,
- d'une surverse pour évacuer les écoulements excédentaires, lors des événements exceptionnels (supérieurs à la période de retour centennale).

Article 7

La qualité des eaux sortant des bassins de régulation ne doit pas dégrader la Beuvronne.

Article 8

Les digues des bassins de régulation sont efficacement protégées contre les infiltrations d'eau, l'érosion et la dessiccation.

Article 9

La crête des digues est calée au moins 0,40 m par rapport au niveau des plus hautes eaux.

Article 10

Les bassins ainsi que leurs dispositifs mentionnés à l'article 6 sont inaccessibles au public.

Article 11

Le pétitionnaire assure l'exploitation, le suivi et la maintenance des ouvrages de collecte, régulation, traitement et restitution au moyen de personnel spécialisé en nombre suffisant et équipé de matériel adapté.

Les ouvrages sont constamment entretenus en bon état. Le pétitionnaire procède à ses frais aux constatations, études ou travaux qui pourraient s'imposer pour s'assurer de la conservation des ouvrages.

En particulier :

- Le nettoyage régulier des ouvrages d'écoulement des eaux pluviales (fossés, collecteurs).
- Le curage et l'entretien régulier des bassins de rétention.
- La vérification et la maintenance des équipements (vanne de fermeture, orifice...).
- Les équipements de piégeage des hydrocarbures sont curés deux fois par an et font l'objet d'au moins une visite tous les deux mois.
- Une surveillance des eaux souterraines et des eaux des bassins sera mise en place. La surveillance portera sur les paramètres suivants : température, conductivité, pH, DBO5, DCO, MES, azote, phosphore, chlorures, éléments métalliques et métalloïdes ainsi que hydrocarbures totaux. Deux piézomètres seront mis en place en vue de cette surveillance : l'un en amont et l'autre en aval des ouvrages. Dans un délai de un an après la notification du présent arrêté, les deux piézomètres devront être mis en place. Après leur mise en service, une première campagne de mesures sera réalisée. Elle portera sur les paramètres définis précédemment et sera effectuée sur les deux piézomètres ainsi que dans un des trois bassins de stockage. Si l'ensemble des résultats ne démontre pas d'impact sur la ressource en eau, un suivi triennal sera mis en place. Dans le cas contraire, un suivi à minima annuel sera effectif.

Des visites avec contrôle visuel des ouvrages sont organisés régulièrement par le pétitionnaire.

Des opérations de fauchage sont également organisées de manière annuelle afin de maintenir l'accessibilité des ouvrages.

Le pétitionnaire transmet tous les ans au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques un rapport de suivi des bassins et de leurs organes annexes, décrivant, pour l'exercice considéré :

- les travaux d'entretien réalisés ;
- les incidents éventuellement survenus ;
- la gestion des déchets et résidus de produits de curage (périodicité des curages, quantités produites et devenir) ;
- les résultats d'analyses et de mesures de contrôles ;
- les commentaires suscités par ce suivi et les perspectives pour l'année suivante.

Dans un délai **dix-huit mois** à compter de la notification de la présente autorisation, le pétitionnaire fournira au service en charge de la police de l'eau un plan de gestion des espèces exotiques envahissantes, en vue de leur élimination du site.

Article 12

Les produits de dégrillages, hydrocarbures, graisses et produits de curage des réseaux et bassins sont traités dans des établissements spécialisés réglementairement agréés. Les justificatifs de l'accomplissement de cette prescription sont transmis sans délai au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques avec le cas échéant les résultats des analyses des produits effectués avant admission.

Article 13

Toute vidange des retenues doit être précédée d'une demande d'autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Article 14

L'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des ouvrages et des espaces verts est interdit à l'intérieur du périmètre de protection éloigné du captage de Mitry-Mory comme à l'extérieur du périmètre.

TITRE II – DISPOSITIONS GENERALES

Article 15 : Durée de l'autorisation

Le renouvellement de l'autorisation est accordé à titre personnel pour une durée de vingt ans à partir de la date de la signature du présent arrêté.

Son renouvellement nécessite la formulation par le bénéficiaire de l'autorisation, dans un délai de 2 ans avant sa date d'expiration, d'une demande écrite au service en charge de la police de l'environnement, conformément au Code de l'Environnement.

Cette autorisation a un caractère précaire et révocable.

Article 16 : Changement de bénéficiaire

En cas de transmission du bénéfice de l'autorisation à une autre personne que celle visée à l'article 1 du présent arrêté, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au service en charge de la police de l'eau dans les trois mois qui suivent la prise en charge des ouvrages et des aménagements.

Article 17 : Information du préfet des modifications apportées au projet autorisé

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation unique à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du service en charge de la police de l'eau avec tous les éléments d'appréciation.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation des ouvrages, fait l'objet d'une déclaration par le bénéficiaire de l'autorisation auprès du service chargé de la police de l'eau dans les trois mois.

Article 18 : Information du préfet sur les incidents

Tout incident ou accident intéressant les ouvrages ou aménagements autorisés et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement doit être déclaré au service en charge de la police de l'eau, dans les conditions fixées à l'article L. 211-5 de ce code.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le bénéficiaire de l'autorisation doit prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Article 19 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 20 : Droits d'accès

Les agents en charge de la police de l'environnement ont libre accès à l'ensemble des aménagements.

Article 21 : Infractions / Sanctions

Le non-respect de prescriptions du présent arrêté est susceptible de sanctions prévues aux articles L. 171-8 et R. 216-12 du code de l'environnement.

Article 22 : Publicité

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- Une copie de la présente autorisation de renouvellement est déposée en mairie des communes de Compans, Thieux et Mitry-Mory et peut y être consultée ;
- Un extrait de la présente autorisation de renouvellement, est affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie de Compans, Thieux et Mitry-Mory. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis au service chargé de la police de l'eau ;
- La présente autorisation de renouvellement est mise à disposition du public par publication sur le site Internet des services de l'Etat dans le département de Seine-et-Marne pendant une durée d'au moins 4 mois.

Article 23 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne, le directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne, le maire de Compans, le maire de Thieux, le maire de Mitry-Mory sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine et Marne et notifié au bénéficiaire. Une copie sera adressée au directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, à la cheffe du guichet unique de l'eau de Seine-et-Marne, à la cheffe du service départemental de Seine-et-Marne de l'office français de la biodiversité.

Melun, le - 1 OCT. 2020

Le Préfet,
Pour le préfet, et par délégation,
Le directeur départemental des territoires



Igor KISSELEFF

Voies et délais de recours

En application de l'article R.181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée à la juridiction du Tribunal Administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77 000 MELUN :

- 1° par le bénéficiaire de l'autorisation dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés dans l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage du dit acte en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site Internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

La juridiction administrative compétente peut également être saisie au moyen de l'application « télérécurscitoyen » <https://www.telerecours.fr/>

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer ses droits qui lui seront reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration.